

La répression politique s'étend aux États-Unis par Naomi Wolf

Depuis cinq ans, nous alertons l'opinion publique mondiale sur la volonté de l'administration Bush de transformer les États-Unis en État autoritaire. Notre analyse, qui s'appuyait sur l'étude de projets de loi, n'a pas été alors prise en considération par certains en raison du choc psychologique du 11-Septembre. Ce qui était une intention est désormais une réalité, les textes sont mis en pratique : le nouveau régime intimide, harcèle et en définitive muselle ses opposants. Naomi Wolf recueille des témoignages de cette répression et tente de mobiliser ses concitoyens pour défendre leurs libertés.

18
OCTOBRE
2007



Depuis quelques mois je parcours les États-Unis, du Colorado à la Californie, et [je parle avec des États-uniens de toutes les couches de la société sur les questions des libertés, sur les attaques qu'elles subissent en ce moment](#) et sur le programme en dix étapes qui est en cours pour faire de ce pays une société fermée et répressive.

La bonne nouvelle est que les États-uniens se sont réveillés et sont conscients des dangers qui les guettent. Quand je me suis mis en route je pensais que j'allais affronter de l'opposition, de la résistance ou au moins de l'incrédulité quand je parlerais de l'obscurité qui s'étend lentement sur notre pays et l'héritage de liberté que nous ont légué nos ancêtres.

Mais je me retrouve à parler devant des assemblées qui n'ont pas besoin de moi pour être inquiètes. Des gens qui ont peur, qui ont perçu depuis longtemps le danger qui grandit et la société qui se prépare.

À mon grand soulagement, j'ai redécouvert une société états-unienne qui est intelligente et alerte, courageuse et

indomptable, des gens qui n'ont pas peur d'entendre des mauvaises nouvelles et d'agir en conséquence. Et ce sont des patriotes, des vrais, qui aiment leur pays à cause des valeurs sur lesquelles il a été construit.

Mais je suis écorchée vive par les histoires que l'on vient me raconter lors de ces réunions. Et je n'arrive plus à lire mes mails ces derniers temps, tellement ils sont pleins de témoignages effarants.

Et partout où je vais, il y a toujours, au moins une fois par jour, une personne dans l'assemblée qui se lève pour parler. Elle a toujours l'air solide et forte, courageuse... et soudain elle va se mettre à pleurer, submergée par la peur, au beau milieu de son témoignage.

L'autre jour, à Boulder, une jeune mère de deux enfants, la trentaine, l'image même de la jeune états-unienne dynamique, s'est effondrée alors qu'elle me parlait : « Je suis outrée par tout ce que j'entends et vois, je voudrais tellement faire quelque chose ! Mais j'ai tellement peur. Je regarde mes enfants et j'ai peur. Comment lutter contre cette peur qu'ils ont planté en nous ? Qu'est ce qui est mieux pour l'avenir et la sécurité de mes enfants ? Est-ce que je dois agir et tenter de changer les choses ou bien me taire et ne pas me faire remarquer ? J'ai tellement peur de me retrouver fichée quelque part. »

À Washington DC, la semaine dernière, un directeur de service dans une administration, ancien joueur de foot, beau gosse, probablement membre du Parti Républicain, m'a confié, loin des micros, qu'il avait peur de signer le papier autorisant le FBI d'accéder à toutes les informations le concernant, comme l'y encourage l'agence anti-terroriste. « Mais en même temps, j'ai peur de ne pas la signer, si je ne le fais pas, je risque de perdre mon boulot, ma maison... c'est comme en Allemagne lors du fichage des fonctionnaires » me dit-il d'une voix résignée.

Ce matin, à Denver, j'ai parlé pendant plus d'une heure avec un très haut et très courageux gradé de l'armée, hautement décoré qui s'est retrouvé sur la liste des personnes surveillées (et interdites de prendre l'avion) parce qu'il a critiqué la politique de l'Administration Bush. Il m'a montré des documents qui prouvent que non seulement il est surveillé par les services secrets mais que toute sa famille est également espionnée et harcelée. Tout au long de sa carrière militaire, cet officier a mené de nombreuses missions très dangereuses au service de son pays, mais aujourd'hui, quand il me parle de sa crainte que ses enfants soient harcelés par le gouvernement

à cause de ses opinions, sa voix se brise.

Ailleurs je suis abordée par une juriste qui travaillait pour le Ministère de la Justice. Un jour elle s'est opposée à « l'interrogatoire musclé » d'un détenu qui subissait une technique reconnue comme étant de la torture. Non seulement elle s'est retrouvée devant une commission de discipline, mais en plus elle a été sujette à une enquête criminelle, a perdu de l'avancement, a vu son ordinateur fouillé et ses mails effacés... et maintenant elle est sur la liste noire et ne peut plus prendre l'avion.

Lors d'une conversation dans une soirée, un technicien informatique travaillant pour une grande compagnie aérienne —et qui ne fait pas mystère de sa sympathie pour le Parti Républicain— m'explique qu'une fois que vous êtes sur la liste, il est impossible d'en sortir. « [Même si on te dit que ton nom est effacé, ce n'est pas vrai, nous avons un système double qui n'efface jamais rien.](#) »

Elisabeth Grant, de la Coalition contre la guerre, a montré lors d'une conférence de presse la note manuscrite et le petit drapeau états-unien retrouvé dans sa valise après un voyage en avion. La note disait que l'agence anti-terroriste n'appréciait pas ses lectures.

Comme à l'époque du Mur de Berlin, quand je fais le queue pour me faire fouiller dans les aéroports, je me surprends à passer une nouvelle fois en revue le contenu de mon sac.

L'autre jour, à New-York, je me suis fait violence en jetant à la poubelle un exemplaire du dernier livre de Tara McKelvey *Monstering* que j'étais entrain de lire. Cet excellent ouvrage dénonce les pratiques d'interrogatoire utilisées par la CIA. Malgré le fait que j'avais acheté le livre dans une librairie grand public en ville... on ne sait jamais, il contient des informations « classifiées » et on pourrait m'accuser de faire le jeu des terroristes en les lisant. (...) Dans mon Amérique à moi, celle qu'on m'a apprise à l'école, on ne se comporte pas comme ça. (...) Et tout le monde me pose la même question : que pouvons nous faire ?

Cette avalanche de témoignages d'abus et d'atteintes aux libertés des citoyens états-uniens montre clairement qu'un réseau criminel et de surveillance est en train de prendre de plus en plus de citoyens innocents dans ses filets. Il est évident que ceci n'a rien à voir avec la démocratie — ni même avec l'habituelle corruption de la démocratie. Et il est clair que nous aurons besoin d'une action plus énergique que

de simplement envoyer des lettres à notre député.

Les gens qui viennent témoigner ne sont pas des illuminés anarchistes, Ils sont de toutes les obédiences politiques, conservateurs, apolitiques, progressistes. La première règle d'une société en cours de fermeture ou bien déjà fermée est que ton alignement avec le parti politique au pouvoir ne te protège en rien ; dans un véritable État policier, personne n'est à l'abri.

Je lis mon journal le matin et je n'en reviens pas :

- Sept soldats ont publié [une lettre dans le *New York Times*](#) pour critiquer la guerre : peu de temps après, [deux sont morts dont un d'une balle dans la tête tirée à bout portant](#).
- Une femme comptable de l'armée qui voulait dénoncer les abus et détournements financiers est morte dans son baraquement, abattue d'une balle dans la tête, ici aussi à bout portant.
- Pat Tillman, qui avait écrit un mail à un ami où il envisageait de dénoncer des crimes de guerre dont il avait été témoin : une balle dans la tête.
- Donald Vance, un employé de l'armée qui avait dénoncé des trafics d'armes au sein de l'armée en Irak — kidnappé par des soldats US à l'intérieur même de l'Ambassade US de Bagdad et enfermé et torturé pendant des semaines sur une base militaire US, sans accès à un avocat — et officiellement menacé des pires représailles s'il parlait à quiconque à son retour au pays.
- Et dans le dernier numéro de *Vanity Fair* un sous-traitant de l'armée qui avait dénoncé des malversations raconte qu'il a été kidnappé par des soldats US masqués et armés, passé à tabac toute une nuit dans un préfabriqué avant d'être expulsé d'Irak le lendemain. L'administration militaire a refusé d'entendre sa plainte et l'a fait éjecter du bureau.

Ce matin le *New York Times* écrit que le Département d'État (employeur des mercenaires de Blackwater USA) refuse officiellement de coopérer avec le Ministère de la Justice ou le FBI dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de 17 civils irakiens innocents. La Maison-Blanche soutient l'attitude méprisante du Département d'État vis à vis de la justice de ce pays.

Ce n'est pas une information anodine. Mes lecteurs qui ont retenu quelque chose de l'histoire du XX^e Siècle seront horrifiés mais pas surpris. La « Deuxième étape » de la fermeture d'une société ouverte est la démonstration par l'État aux citoyens que la force paramilitaire est au dessus des lois du pays et que la loi ne peut donc plus servir de refuge à la

dissidence.

En permettant au FBI et à la CIA d'arrêter n'importe quel citoyen états-unien et de le priver de ses droits légaux, le secrétaire à la Justice a fait comprendre aux citoyens US une leçon très simple : Nul d'entre vous n'est à l'abri de l'arbitraire d'État. Nous pouvons venir comme cela nous chante, enfoncer votre porte et vous faire disparaître pour toujours... en toute légalité.

(...) Si l'administration de ce pays annonce publiquement qu'elle ne sanctionnera pas les agissements criminels de ses propres employés en Irak et fera obstacle à la justice — alors est ce que les députés du Congrès auront le courage d'affronter les agissements similaires de Blackwater quand cette société remportera le contrat qu'elle convoite, celui de la sécurité intérieure aux États-unis ?

Ou bien cette force paramilitaire et protégée par l'État sera t-elle assez puissante pour intimider nos représentants — et nous mêmes ?

Est-ce que nous oserons encore manifester dans la rue si nous savons que nous risquons de recevoir le même traitement que les civils de Bagdad, mitraillés depuis des hélicoptères de Blackwater ? Est-ce qu'un député osera proposer une loi contre Blackwater s'il sait qu'il peut se faire tuer d'une balle dans la tête, en toute impunité ?

(...) N'oubliez pas que, dans la situation actuelle, le département de la Sécurité de la Patrie (Homeland Security) a le droit légal de déployer les mercenaires de la société Blackwater dans votre ville dès ce soir.

[Naomi Wolf](#)

Journaliste et écrivain féministe. Dernier ouvrage paru : [The End of America : A Letter of Warning To A Young Patriot.](#)